

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de Gaillac d'Aveyron

DECISION DE NON-OPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE

Délivré au nom de la commune

DEMANDE DP 012107 24 G0001

De LES CALQUIERES

représentée par Monsieur TOURRETTE BENOIT

Demeurant 172 IMPASSE DE MARCELONE, 12310 GAILLAC-D'AVEYRON

Dossier déposé le 04 Janvier 2024 et complété le 30 Janvier 2024

Avis de dépôt affiché le 04 Janvier 2024

Pour Démolition de l'allège de la fenêtre pour transformation en porte identique à celle de l'étage inférieur (1er étage).
Création d'un balcon au second étage de 2.53m² (230cm x 110cm), identique à celui de l'étage inférieur (1er étage).

Sur un terrain sis 92 RUE DE LA FORGE, 12310 Gaillac d'Aveyron

Le Maire de Gaillac d'Aveyron,

Au nom de la commune

VU la demande susvisée ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22,

Vu l'avis conforme favorable du Préfet en date du 23 Janvier 2024 ;

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : OBJET DE LA DECISION

Il n'est pas fait opposition au projet décrit dans la déclaration susvisée.

Informations à lire attentivement

Droit des tiers : Cette autorisation vous est délivrée sous réserve du droit des tiers.

Délais et voies de recours :

Recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse dans les délais suivants :

Si le recours est introduit :

- par le demandeur de l'autorisation : dans les deux mois suivant la notification du présent arrêté
- par un tiers à l'autorisation : dans le délai de deux mois suivant l'affichage complet et régulier de l'autorisation sur le terrain

Recours gracieux devant le Maire : Ce recours doit être formé dans les mêmes délais de 2 mois. Ce recours gracieux a pour conséquence de prolonger le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse apportée au recours gracieux (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet tacite du recours gracieux).

Dans le cadre du contrôle administratif de légalité, le Préfet peut, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'acte en Préfecture, saisir le Maire d'un recours gracieux ou déférer au Tribunal administratif une autorisation d'urbanisme qu'il estime illégale, en demandant le cas échéant un sursis à exécution.

Durée de validité : Les travaux doivent être entrepris dans un délai de trois ans à compter de sa notification et ne doivent pas être interrompus plus d'une année. Dans le cas contraire une nouvelle autorisation devra être demandée.

Il est possible de demander par courrier une prorogation du délai de validité d'un an. Cette demande doit être adressée au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Fait à Gaillac d'Aveyron, Le 13 février 2024



Le Maire
Lacaze François.

Lacaze

Reçu au contrôle de légalité le :
Notifié au pétitionnaire le :
Affiché en mairie le : 13/02/2024,

CE QUE VOUS DEVEZ FAIRE	
1- S'ASSURER 2 – AFFICHER L'AUTORISATION <i>(art. R.424-15 et A.424-15 et suivants du Code de l'Urbanisme)</i>	<p>Le constructeur devra contracter une assurance « dommage-ouvrage » (article L. 242-1 du Code des Assurances).</p> <p>COMMENT? La mention de l'autorisation doit être affichée sur un panneau d'au moins 80 cm, Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.</p> <p>OU ? Sur le terrain, et visible de la voie publique.</p> <p>QUAND ? Dès la notification de cette décision et pendant toute la durée des travaux. Afin de purger le délai de recours des tiers (qui est de 2 mois), les travaux ne devraient débuter qu'après 2 mois d'affichage sur le terrain.</p> <p>INFORMATIONS A AFFICHER :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, - La date et le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain - l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté - le cas échéant, le nom de l'architecte, auteur du projet architectural - la date d'affichage de l'autorisation en Mairie <p>En fonction de la nature du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions prévues, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ; - Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ; - Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs : le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs. - Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.
3- OUVRIR LE CHANTIER	Une Déclaration d'Ouverture de Chantier doit être déposée en trois exemplaires à la mairie, dès le commencement des travaux, sauf en cas de déclaration préalable.
4- EFFECTUER LES FORMALITES APRES L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX	<ul style="list-style-type: none"> - Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (ci-jointe) est à adresser, une fois remplie et signée, en trois exemplaires à la Mairie. - Des attestations (RT2012, attestation de travaux pour ERP) peuvent également être demandées si nécessaire.
5 - CONFORMITÉ DES TRAVAUX <i>(Art R.462-6, R.462-8, R.462-10 du Code de l'Urbanisme)</i>	<p>A compter de la date de réception en Mairie de la déclaration d'achèvement, la commune dispose de trois mois pour contester la conformité des travaux à la déclaration préalable.</p> <p>Dans le cas contraire, lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans un délai de 3 ou 5 mois, vous pouvez bénéficier, sur simple demande auprès de la Maire, d'une attestation certifiant la non-contestation de la conformité des travaux.</p>
6- SI VOUS RENONCEZ A VOTRE PROJET	<p>Si vous renoncez à votre projet, il vous appartiendra de demander l'annulation de votre autorisation à la mairie.</p> <p>Cette procédure permettra l'annulation des taxes dont vous étiez éventuellement redevable, ou le cas échéant le remboursement des sommes versées.</p>

S.C.I les Calquières
M. TOURRETTE Benoit
172, impasse de Marcelone
12310 GAILLAC D'AVEYRON

Rodez, le 23 janvier 2024

Service Aménagement du Territoire,
Urbanisme et Logement
Unité Droit des Sols et Fiscalité

Affaire suivie par : Stéphane BLANC
Tél : 05 65 75 78 06
Mél : stephane.blanc@aveyron.gouv.fr

AVIS CONFORME DU PREFET

N° dossier : DP 012 107 24 G 0001

Objet : création d'un balcon et modification ouverture

Adresse des travaux : 92, rue de La Forge

Commune de GAILLAC D'AVEYRON (12 310)

En réponse à votre transmission du 23/01/2024, après examen du dossier ci-dessus référencé, en application de l'arrêté préfectoral du 24/10/2022 donnant délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires et de l'arrêté du 31/10/2023 relatif à la subdélégation de signature pour les projets de constructions soumis à l'avis conforme du représentant de l'État (L 422-5), j'ai l'honneur de vous faire connaître que je donne un avis favorable à la présente demande.

Pour le Directeur Départemental des Territoires par subdélégation,
le Chef de service adjoint
Service de l'Aménagement du Territoire,
de l'Urbanisme et du Logement,



Pierre CAZALS

NB : L'avis conforme du préfet ne se substitue pas à l'instruction qui reste conduite par votre service. Les autres consultations obligatoires et vérification de la conformité du projet à l'ensemble des règles auxquelles il est assujetti seront réalisées avant de proposer une décision à la signature de l'autorité compétente.

